

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1872>

DÃ©nonciation du LKP aprÃs la visite du ministre Victorin LUREL en Guadeloupe : Victorin LUREL, entre MAGIES et MENSONGES

Date de parution : 29 novembre 1999

- Dossier spÃcial LKP - Expressions -

Date de mise en ligne : jeudi 13 septembre 2012

Mis Ã jour le : jeudi 13 septembre 2012

UGTG.org

Ce dernier week-end, le ministre des confettis de lâEuros"empire est venu prÃsenter son projet de loi relatif Ã la rÃgulation Ãconomique Â« outre-mer Â » et annoncer lâEuros"application dâEuros"une baisse de 6 centimes sur les carburants.

Tout au long de son sÃjour, **Victorin LUREL a dÃployÃ une stratÃgie fondÃe sur le mÃpris et sur le mensonge** pour nâEuros"avoir Ã rÃpondre ni aux interpellations, ni aux objections qui lui Ãtaient adressÃes. Sa visite sâEuros"est rÃsumÃe Ã un grand numÃro dâEuros"illusionniste en vue de masquer lâEuros"inanitÃ de son projet et son absence totale de volontÃ politique.

1/ MENSONGE SUR LA CONCERTATION

Victorin LUREL a menti lorsquâEuros"il a p prÃtendu que, dans lâEuros"Ãlaboration de son projet, il avait adoptÃ une mÃthode de large concertation. Hormis le Conseil gÃnÃral, qui nâEuros"a dâEuros"ailleurs reÃsu aucune rÃponse aux interrogations et propositions dâEuros"amÃlioration du projet et quâEuros"il avait adressÃes, le ministre nâEuros"a, en rÃalitÃ, consultÃ que les seules organisations patronales. Celles-ci ont dâEuros"ailleurs obtenu satisfaction sur tous les points avant mÃme la publication, en aoÃt, du prÃ projet ; les derniers achoppements potentiels ont ÃtÃ purement et simplement supprimÃs du projet publiÃ le 5 septembre.

Il nâEuros"a, en revanche, jamais rencontrÃ n ni les syndicats, ni les associations de consommateurs au cours de la phase de rÃdaction de son projet de loi. Il ne leur a jamais transmis aucun document dâEuros"Ãtape, alors mÃme quâEuros"en Guadeloupe, suite au mouvement social des 44 jours, a ÃtÃ crÃÃ **le Bureau dâEuros"Etudes OuvriÃres du LKP** qui se consacre pourtant, depuis prÃs de 2 ans, Ã lâEuros"investigation et au contrÃle dans le domaine de la consommation. **Mais LUREL a prÃfÃrÃ discuter avec ceux qui bÃnÃficient de la pwofitasyon plutÃt quâEuros"avec ceux qui la dÃnoncent.**

CâEuros"est seulement une fois son projet de e loi dÃjÃ bouclÃ et dÃjÃ dÃposÃ devant le SÃnat q que Victorin LUREL a daignÃ rencontrer les organisations syndical les. Avec une heure de retard, il leur a assÃnÃ u un monologue de plus dâEuros"une demi-heure, avant de refuser de les Ãcouter plus de 10 minutes et de quitter la salle de rÃunion devant un prÃfet abasourdi par une telle attitude. **Le ministre a bel et bien plantÃ les reprÃsentants syndicaux afin de ne pas avoir Ã rÃpondre aux objections argumentÃes quâEuros"ils lui prÃsentaient.**

2/ MENSONGE SUR LâEuros"APPORT DE SON PROJET DE LOI

Victorin LUREL a menti lorsquâEuros"il a a prÃsentÃ son projet de loi comme une nouvelle Â« boÃte Ã outils Â » qui permettrait de lutter contre la vie chÃre. En rÃalitÃ, il nâEuros"y a pratiquement rien de neuf dans le projet de loi qui est vendu Ã lâEuros"opinion guadeloupÃenne comme un Â« outil de lutte contre la vie chÃre Â ».

Il annonce lâEuros"ajout dâEuros"un IV Ã lâEuros"article e L 462-5 au Code du commerce afin que les diffÃrentes collectivitÃs territoriales d'"outre-mer" puissent saisir lâEuros"AutoritÃ de la concurrence alors que **celle-ci pouvait dÃjÃ Ãtre saisie par nâEuros"importe quelle collectivitÃ territoriale** en vertu de lâEuros"actuel II de lâEuros"article L 462-5 !

Il crÃ©e un article L 752-27 instaurant prÃ©tendument une nouvelle rÃ©gle lÃ©gislative contraignante en cas de position dominante **alors quâ€uro"il existe dÃ©jÃ un article L 752-26 qui permet Ã lâ€uro"AutoritÃ© de la concurrence de procÃ©der Ã des injonctions et des sanctions pÃ©cuniaires, y compris jusquâ€uro"Ã des cessions de surfaces commerciales.**

Mieux, non seulement LUREL ajoute un article L 420-5-1 au Code du commerce pour soi-disant *Ã« prohiber les contrats exclusifs Ã »*, alors quâ€uro"existait d dÃ©jÃ un article L 420-1 interdisant les actions concertÃ©es, mais ce nouvel article permettrait dorÃ©navant â€uro" sâ€uro"il Ã©tait adoptÃ© â€uro" dâ€uro"autoriser les clauses dâ€uro"exclusivitÃ© si *Ã« elles [Ã©taient] justifiÃ©es par des motifs objectifs Ã »*. **LUREL lÃ©galise en faisant mine dâ€uro"interdire. Ce nâ€uro"est mÃªme plus du mensonge, câ€uro"est de la prestidigitatation !**

-3/ MENSONGE SUR IMPOSSIBILITÃ© Dâ€uro"APPLIQUER LA RÃ©GLEMENTATION DES PRIX

Victorin LUREL a menti lorsquâ€uro"il a balayÃ© dâ€uro"un revers de manche toute application de lâ€uro"article L 410-2 du Code du commerce, alors quâ€uro"il permet une rÃ©glementation des prix *Ã« dans les secteurs ou les zones oÃ¹ la concurrence par les prix est limitÃ©e Ã »*, ou de lâ€uro"article 1 de la LODEOM du 27 mai 2009, alors que celui-ci permet de rÃ©glementer *Ã« le prix de vente de produits ou de familles de produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ© que [le dÃ©cret] dÃ©termine pour chaque collectivitÃ© territoriale dâ€uro"outre-mer Ã »*. Il prÃ©tend quâ€uro"il est impossible au gouvernement dâ€uro"appliquer la loi.

Si la loi est inapplicable, pourquoi en rÃ©clamait-il lâ€uro"application, le 7 juin 2011, en session de nuit de lâ€uro"AssemblÃ©e nationale ? Si la loi est inapplicable en lâ€uro"Ã©tat, pourquoi nâ€uro"a-t-il pas introduit les modifications nÃ©cessaires, selon lui, Ã sa mise en application ! En rÃ©alitÃ©, la rÃ©glementation des prix nâ€uro"est soudainement devenue inapplicable quâ€uro"avec sa nomination au poste de ministre. **Les principaux obstacles Ã la rÃ©glementation des prix, ce sont Victorin LUREL et tous ces politiciens, Ã droite comme Ã gauche, qui sont Ã©tonnamment tous dâ€uro"accord pour ne rien faire qui puisse remettre en cause les marges exorbitantes de lâ€uro"import-distribution en Guadeloupe. Comment traduire le silence des Ã©lus de lâ€uro"opposition ? Y aurait-il un arrangement entre eux ?**

4/ MENSONGE SUR LE PRIX DES CARBURANTS

En France, le 29 aoÃ»t dernier, le prix des carburants a Ã©tÃ© baissÃ© de 6 centimes par litre.

Le mÃªme jour, Victorin LUREL dÃ©clarait avoir saisi le prÃ©fet pour prÃ©parer la mise en Ã©uvre de cette baisse de 6 centimes dans les collectivitÃ©s dâ€uro"Ã©tats dâ€uro"outre-mer Ã » et annonÃ§ait le gel des prix des carburants.

Le 10 septembre, la prÃ©fecture publiait finalement un arrÃªtÃ© fixant les prix des carburants pour le mois de septembre. La baisse de 6 centimes se transformait en *Ã« minoration exceptionnelle de 6 centimes Ã »* : la *Ã« baisse Ã »* du gazole devenait une stagnation du gazole, **la *Ã« baisse Ã »* du super mutait en une augmentation de 2 centimes et celle de la bouteille de gaz en une hausse de 60 centimes !**

Pourquoi, plutÃ´t quâ€uro"un gel, le ministre nâ€uro"a-t-il pas, dÃ©s le 29 aoÃ»t, baissÃ© les prix en Guadeloupe ?

La rÃponse est toute simple : il lui fallait attendre le 1er septembre afin de faire prendre en charge, par le budget de l'Etat, l'augmentation des prix des produits pÃroliers facturÃs par la SARA en intÃgrant dans l'arrÃtÃ mensuel prÃvu par le dÃcret du 8 novembre 2010.

Afin de donner un vernis de cohÃrence Ã ce gigantesque tour de passe-passe, il fallait organiser de vraies fausses nÃgociations et temporiser jusqu'Ã l'arrivÃe du ministre pour qu'il puisse recueillir les fruits de ses basses manÃuvres politiques. C'Ãtait l'objectif principal de la visite de Victorin LUREL : tenter de faire avaler l'immangeable aux GuadeloupÃens et manipuler l'opinion pour apparaÃtre comme le bon protecteur de son peuple auprÃs de Â« Papa blanc Â ».

Si LUREL avait appliquÃ un gel des prix des carburants couplÃe Ã une baisse de 6 centimes d'Ãs le 29 aoÃt, les consommateurs guadeloupÃens auraient payÃ 1,54 â ¯ le litre de super et 1,38 â ¯ le litre de gazole pendant 3 mois, et non 1,62 â ¯ et 1,44 â ¯. Les gesticulations du ministre coÃteront donc aux GuadeloupÃens 8 centimes par litre de super et 6 centimes par litre de gazole en septembre, avant de leur coÃter encore un peu plus au 1er octobre en raison de la hausse du pÃtrole durant les 15 premiers jours du mois d'aoÃt.

Au final, il s'agit encore et toujours de garantir Ã la SARA sa fameuse marge bÃnÃficiaire annuelle. **YO AN KONBIN !** Victorin LUREL, si virulent quand il Ãtait dans l'opposition, est subitement devenu **dou dou dou avÃ l'Ã pwofitan.**

LKP dÃnonce l'escroquerie LUREL avec la plus grande fermetÃ et confirme que nous devrions bÃnÃficier d'un prix des carburants infÃrieur au prix France en raison d'une Taxe spÃciale de consommation (TSC) largement infÃrieure Ã la Taxe intÃrieure de consommation sur les produits ÃnergÃtiques (TICPE), de taux d'octroi de mer et d'octroi de mer rÃgional bien moindres que ceux de la Taxe sur la valeur ajoutÃe (TVA) et d'un systÃme administratif qui devrait limiter strictement les profits de la SARA et contrÃler prÃcisÃment les coÃts qu'elle facture au lieu de lui garantir une rente de situation Â« opulente Â ».

LKP rÃaffirme l'impÃrieuse nÃcessitÃ d'un recours Ã l'article L 410-2 du Code du commerce afin d'encadrer les profits de la caste des **pwofitan** et de garantir l'accÃs des classes populaires aux produits de premiÃre nÃcessitÃ.

LKP exhorte les GuadeloupÃens Ã promouvoir notre production agricole **Ã manjÃ sa pÃyi annou ka prodwi ;**

LKP rÃaffirme que lorsqu'un peuple ne peut rien obtenir de ceux qui prÃtendent le gouverner, il doit l'obtenir de lui-mÃme par ses propres moyens.

GWADLOUPEYEN DOUBOUT !

LKP, Lapwent 13 sÃktanm 2012